Trump et l'herbe qui ne repousse plus

Par Arezki Metref
arezkimetref@free.fr

A l'instar d'Attila, le roi des Huns, là où passe Donald Trump, l'actuel Président des Etats-Unis, l'herbe trépasse ! Ipso facto ! Ou plutôt comme le suggère, avec un humour chagrin, le caricaturiste d'origine algérienne Khalil Bendib qui anime le site américain *Other Words* : «Partout où il va, la démocratie ne repousse plus.» Herbe ? Démocratie ?

Peut-on voir en Donald Trump une sorte de réincarnation d'Attila des temps atomiques, les temps de Mad Max ? A bien des égards, la réponse à la question spéculative est oui. Un oui franc et massif même ! Heureusement qu'il ne semble pas s'adonner au footing, ça aurait fait une victime supplémentaire : la belle pelouse de la Maison Blanche.

Avec sa décision insensée, mais qu'il faut reconnaître synchrone avec sa promesse de campagne, de retirer les Etats-Unis de l'Accord de Paris sur le climat, il empêche l'herbe de repousser, mais vraiment, et au premier degré. Les conséquences, prévisibles, de cette lubie qui n'en est pas une, en fait, sont de pénaliser la sauvegarde de l'environnement à l'échelle planétaire menacé par le réchauffement climatique. Et il n'est pas sûr, comme le font accroire Donald Trump et ses affidés, qu'elle profite économiquement aux Etats-Unis. Les plus grands spécialistes pensent, au contraire, que la sortie des Etats-Unis de l'Accord de Paris sous la pression des lobbies des énergies fossiles, disqualifie à terme les entreprises américaines sur le marché des énergies renouvelables qui sont le marché du futur.

Le mouvement de protestation aux Etats-Unis contre cette décision de Trump est motivé à la fois par des raisons politiques d'opposition rédhibitoire à l'actuel Président, dont l'élection n'est jamais vraiment passée dans une partie de l'opinion américaine, mais aussi par des raisons écologiques et même économiques. Des villes entières se sont désolidarisées de cette initiative solitaire. Al Gore, Arnold Schwarzenegger et plusieurs personnalités s'y sont opposés. Elon Musk, P-dg de deux grosses entreprises Tesla Motors et Space X, a même démissionné de son poste de conseiller de Trump en signe de protestation.

A supposer que l'herbe ait jamais poussé sous les derricks, elle ne repoussera plus non plus au Qatar depuis que l'Arabie Saoudite et ses alliés ont déclaré Doha capitale du soutien au terrorisme djihadiste. Au passage, ici nous ne pleurerons pas le fait que l'infâme Al-Qaradawi figure sur la liste des 59 individus classés terroristes. Tant va la cruche à l'eau...

Qu'est-ce que ça a à voir avec notre Attila de Trump ? Peut-être rien en apparence mais certainement un lien existe-t-il entre ce brutal isolement diplomatique du Qatar et la récente visite de Donald Trump en Arabie Saoudite. En quittant ce pays avec un chèque de 110 milliards de dollars, il a empoché la rançon pour dédouaner la monarchie saoudienne de tout soupçon d'aide au terrorisme. Et comme il faut tout de même dégoter un coupable, ce sera le Qatar et, corrélativement, l'Iran. D'ailleurs, Donald Trump revendique ouvertement dans un tweet être à l'origine de la crise qui a conduit à l'ostracisation diplomatique du Qatar par l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Yémen, l'Egypte et les Maldives, pour financement du terrorisme : «Durant mon récent voyage au Moyen-Orient, j'ai affirmé que le financement de l'idéologie radicale devait cesser. Les dirigeants ont montré du doigt le Qatar et regardez !»

Il semblerait que Trump, qui n'en est pas à une énormité près, n'ait pas été au courant de l'existence sur le territoire qatari de l'une des plus importantes bases militaires américaines stratégiques avec un effectif de 10 000 hommes. Comme quoi, Attila...

Ces mesures radicales consistent en la suspension des vols aériens, la fermeture des frontières terrestres et maritimes avec le Qatar, des interdictions de survol aux compagnies aériennes qataries et des restrictions aux déplacements des personnes.

Ce qui est cocasse, c'est que tout est parti d'un communiqué attribué à l'émir du Qatar Tamim Ben Hamad al-Thani qui déclarait que Téhéran ne devrait plus être perçu comme l'ennemi traditionnel, mais reconnu comme un allié. Le sang sunnite salafiste n'a fait qu'un tour. Sidération. Au même moment, Trump désignait le régime des mollahs et l'Etat islamique comme le nouvel axe du Mal. La boucle est alors bouclée. Même si la ficelle est grosse, elle passe sans mal, faisant oublier que l'Iran combat Daesh. Mais une fois encore, depuis Bush, Washington est coutumier du fait. On cherche les poux dans la tête de Baghdad en 2003 et on déglingue l'Irak. Et maintenant, c'est le tour de l'Iran ?

Le plus dramatiquement burlesque dans cette histoire, c'est que le communiqué qui a tout déclenché serait un faux probablement fabriqué par des hackers russes qui auraient piraté la Qatar News Agency (QNA), l'agence de presse officielle du Qatar. Mais, plus hallucinant encore, est la dévolution par le Qatar de l'enquête sur ce hacking au... FBI américain.

L'herbe ne repousse plus non plus au FBI, à moins que ce ne soit à la Maison Blanche, depuis l'audition par le Sénat de James Comey, l'ex-patron du FBI limogé par Trump le 9 mai.

Le grand flic éconduit n'a pas fait, de l'avis des observateurs, de déclarations proprement fracassantes, mais il a dressé de Donald Trump un portrait passablement calamiteux. Outre le fait d'avoir traité le Président des Etats-Unis de menteur à plusieurs reprises, il a estimé que son limogeage avait été motivé par son refus de comprendre la demande euphémique du locataire de la Maison Blanche de mettre fin à l'enquête sur les liens de proches du Président avec la Russie. Rappel : il s'agit en l'occurrence de l'enquête qu'a entreprise le FBI visant à démontrer une éventuelle coordination entre l'équipe de campagne de Donald Trump et les responsables des piratages informatiques dont a pâti sa rivale Hilary Clinton, et qui sont imputés à la Russie par le renseignement américain.

Donald Trump a encore devant lui quelques années pour désherber totalement la planète. A moins que son zèle ne provoque, à un moment ou à un autre, la procédure d'impeachment.

En attendant, ne faut-il pas méditer cette sagesse de l'humoriste français Raymond Devos : «Un jardinier qui sabote une pelouse est un assassin en herbe.»

A. M.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@laalamhakimus

Les ravages du Ramadhan !

- Dis papa ! Toi, t'es sunnite ou chiite ?
- Moi ? Moi, mon fils, je suis fatigué !
- ???

Non, mais c'est bien ce genre de décisions ! Ça te réconcilie avec ton pays. Tu ranges ton stylo d'habitude si rageur et tu te félicites ! Eh oui, comment ne pas se féliciter du fait que les responsables, Premier ministre, ministres, et tout ce que compte l'autorité comme hauts commis de l'Etat soient dans l'obligation, enfin, de rendre publique leur déclaration de patrimoine. Avec en sus une date limite, jeudi prochain, avant minuit. Non, moi, je vous assure que cette nouvelle me comble d'aise. Depuis le temps que nous ressassons qu'il n'est pas normal pour un pays qui souhaite se voir inscrit dans la liste des pays normaux que ses responsables ne rendent pas publics leurs biens en tous genres, mobiliers, immobiliers et autres. Depuis le temps que les Algériennes et les Algériens ont perdu espoir de pouvoir vérifier si leurs dirigeants se sont enrichis ou pas à la fin de leurs mandats ou de leurs missions au plus haut niveau de ce pays. Là, ça va être possible. C'est du concret. Jeudi, avant les douze coups de minuit, l'agence de presse officielle rendra donc publique cette fameuse liste, puis, les organes de large diffusion, comme les journaux, radios et télévisions, répercuteront. C'est sain cette transparence. C'est absolument vital pour tout retour de crédibilité des dirigeants auprès de leurs administrés. Grossièrement dit, nous saurons enfin à qui nous avons affaire. Pièce documentée à l'appui. D'ailleurs, je note, avec encore plus de satisfaction, que l'obligation pour tous ces responsables de publier la liste de leurs biens avant jeudi minuit est accompagnée par la mention explicite menaçant tout contrevenant à cette procédure de limogeage immédiat. Voilà ! Là, au moins, c'est clair ! Si jeudi, un ministre ou un haut commis de l'Etat ne révèle pas ce qu'il possède, il dégage. Nonobstant les poursuites judiciaires prévues par cette nouvelle et toute fraîche loi de bonne gouvernance.

- Eh ! Oh ! Ya radjel ! Réveille-toi !
- Pourquoi ? Je dormais ?
- Oui ! Tu dormais ! Et même que pendant ton sommeil, tu racontais n'importe quoi. Allez ! Dans deux minutes, ça va être la rupture du jeûne. Après le repas, si tu le souhaites, tu pourras te rallonger et fumer du thé afin de rester éveillé à ton cauchemar qui continue.

H. L.